

# VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 51 - MI NOVEMBRE 2024



# SOMMAIRE

---

3

## EUROPE

*par Bastien POULIQUEN, Ombeline BITOUZET, Pierre BONNEMAISON  
- correction par Pierre BONNEMAISON*

---

6

## MOYEN ORIENT

*par Inès GUIRAMAND, Juliette MASSE, Rose LOUVRIE-BUOT  
- correction par Rose LOUVRIE-BUOT et Juliette MASSE*

---

9

## AFRIQUE

*par Sarah BOULLIGNY, Élora HOUEL, Maxime DUPINET  
- correction par Sarah BOULLIGNY*

---

12

## ASIE

*par Rodolphe UGUEN, Léa BRAVO, Baptiste POULARD  
- correction par Rodolphe UGUEN*

---

15

## AMÉRIQUES

*par Blanche ARMINJON, Victoire LE GALL, Wandrille PICAULT  
- correction par Blanche ARMINJON*

---

18

## ARMEMENT

*par Célian NGUYEN TUONG - PORTAZ et Alexandre DOTTI  
- correction par Clément LE LANDAIS*

---

20

## DÉFENSE

*par Maximilien DESFORGES  
- correction par Maximilien DESFORGES*

---

## RÉDACTEUR EN CHEF ET CORRECTION

*Clément LE LANDAIS*

## MISE EN PAGE

*Lisa AMMOUR et Rodolphe UGUEN*

## L'ESCALADE DU CONFLIT EN UKRAINE : LA PRÉSENCE DE SOLDATS NORD-CORÉENS EN RUSSIE

Le mercredi 8 novembre, l'Organisation transnationale de l'Atlantique Nord a pris la décision au travers de son Conseil, de « fermement condamner » l'engagement des soldats nord-coréens aux côtés de la Russie. En effet, depuis début octobre, le déploiement de soldats nord-coréens aux côtés des forces russes dans la guerre en Ukraine était soupçonné par l'OTAN.



Cette initiative représente un tournant dans l'internationalisation de la guerre en Ukraine. Elle est à présent avérée par l'Organisation transnationale de l'Atlantique Nord, qui aux côtés des États Unis et de la Corée du Sud, confirment la présence de milliers de soldats nord-coréens dans la région de Kursk en Russie. Cette région s'avère être le lieu d'affrontement entre l'Ukraine et la Russie, dont les troupes du Kremlin ne parviennent pas à venir à bout depuis des mois. Il s'agirait pour le moment de 3000 soldats en entraînement, s'apprêtant à rejoindre le front, mais d'autres soldats devraient arriver à leur tour, dont la destination n'est pas encore connue.

Les deux pays en question s'étaient rapprochés ces derniers mois et un traité de défense a été signé entre eux le jeudi 9 novembre. Vladimir Poutine avait rendu visite à Kim Jong Un en juin dernier. Déjà auparavant, la Corée du Nord envoyait des munitions à l'armée russe. Cependant, l'implication de soldats étrangers dans le conflit n'est pas nouvelle car Moscou emploie déjà des mercenaires venant d'Afrique, de Syrie ou de pays anciennement soviétiques. L'OTAN considère, à juste titre, que ce déploiement de soldats supplémentaire au profit de l'armée russe, représente une intensification du soutien déjà existant apporté par la Corée du Nord à ce conflit d'agression illégal. L'envoi des troupes nord-coréennes à 7000 kilomètres de leurs bases fait craindre une escalade du conflit dangereuse.

La Russie conteste peu l'accusation de l'OTAN, alors que la Corée du Nord la rejette en bloc et assure la conformité au droit international du déploiement de ses troupes en Russie. De son côté, l'Ukraine souhaite recevoir un soutien et appelle à une « réelle pression » de la part de l'Occident. Effectivement, malgré le risque d'escalade sans précédent, aucune mesure de représailles n'a été mise en œuvre publiquement par les pays alliés. L'hésitation de ces derniers s'explique par la peur de transformer ce conflit en une guerre directe entre puissances mondiales.

Ombeline BITOUZET



## CHUTE DU GOUVERNEMENT ALLEMAND D'OLAF SCHÖLZ



Le 6 juin 2024, outre les résultats électoraux américains, a été marqué par l'éviction du ministre allemand des Finances Christian Lindner. Dirigeant du parti libéral (FDP), son départ signifie la chute de la coalition tripartite au pouvoir depuis 2021. Les prochaines élections législatives anticipées se dérouleront donc le 23 février 2025 (selon l'accord trouvé entre le SPD d'Olaf Scholz et la CDU de Friedrich Merz), et voient pour l'instant la droite allemande se détacher nettement dans les sondages. Il est à noter que le gouvernement allemand périclitait depuis un long moment, fortement impacté (plus que beaucoup de ses partenaires européens) par l'invasion russe du 20 février 2022. En effet, les difficultés énergétiques survenues ont mis à mal l'économie allemande, montrant toutes les divergences, notamment en matière budgétaire, des différents partenaires. En outre, l'on a également pu s'interroger de la continuité stratégique allemande, comme illustré par les atermoiements relatifs à l'envoi de missiles Taurus en Ukraine. Rubicon d'ores et déjà franchis par les alliés français et britanniques, mais qui malgré le soutien des anciens partenaires libéraux et "verts", n'a jamais été passé par le chancelier allemand. Si la chute du gouvernement sera source d'incertitudes pour les prochains mois, il est à espérer que les élections prochaines aboutissent à une coalition plus à même de soutenir l'effort de guerre ukrainien. Cela dans un contexte potentiellement plus instable depuis l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche.

Plus concrètement, deux points ont également marqué l'agenda militaire allemand ces dernières semaines : le déploiement d'avions de patrouille maritimes P-8A Poséidon en Ecosse à l'horizon du printemps 2025, ainsi que la proposition devant le Bundestag de la réintroduction d'un service militaire volontaire pour les jeunes allemands de 18 ans (malgré que le contexte politique présenté complexifie son adoption sur le court terme).

*Bastien POULIQUEN*



## COLÈRE EN ESPAGNE : DES MANIFESTATIONS DE MASSE DÉNONCENT LA GESTION DES INONDATIONS MEURTRIÈRES À VALENCE



Les rues de Valence ont été le théâtre d'une mobilisation massive, samedi 9 novembre, où plus de 130 000 personnes ont manifesté pour exprimer leur indignation contre la gestion des récentes inondations qui ont fait au moins 217 morts dans le sud-est de l'Espagne. Ces manifestations, qui ont aussi touché d'autres villes de la région comme Alicante et Castellón, dénoncent l'inaction des autorités régionales et nationales face à une catastrophe pourtant annoncée.

Les critiques sont particulièrement dirigées vers Carlos Mazón, président de la région de Valence, accusé d'avoir tardé à prendre des mesures malgré des alertes météorologiques diffusées par l'AEMET, l'agence météorologique espagnole. Mazón aurait attendu plusieurs heures avant de déclencher l'alerte rouge, alors même que les pluies torrentielles avaient déjà submergé de nombreuses zones. Au moment des inondations, il se trouvait à un déjeuner officiel, ce qui a suscité une vague de mécontentement chez les habitants, beaucoup voyant dans ce retard une négligence responsable de nombreuses pertes humaines. Le gouvernement national n'a pas été épargné par les critiques. Le Premier ministre Pedro Sánchez, également hué lors de sa visite, a tenté de calmer la colère en exprimant sa « compréhension de l'angoisse des victimes », mais a condamné les actes de violence survenus en marge des manifestations. Sánchez est accusé de ne pas avoir mobilisé les ressources nationales pour intervenir rapidement, invoquant la nécessité de respecter les compétences régionales. Lors de sa visite dans la région sinistrée, le roi d'Espagne Felipe VI a également été accueilli par des hués et des jets de boue à Paiporta, l'une des villes les plus touchées. Le roi, qui a appelé dans une vidéo à « comprendre la colère » des habitants et à « leur donner de l'espoir », a dû écourter sa visite. Un autre point de tension est la lenteur des secours sur place. Alors que les secours espagnols tardaient à intervenir, les premiers pompiers français, arrivés plus de dix jours après la catastrophe, ont été accueillis avec soulagement par des habitants qui se sentaient abandonnés. Entre-temps, des volontaires français et espagnols avaient déjà pris l'initiative d'aider les sinistrés, tentant de pallier les manques.

Pour de nombreux manifestants et observateurs, la crise actuelle révèle l'incapacité de la classe politique à anticiper et à répondre de manière adéquate aux catastrophes naturelles. María Elisa Alonso, politologue et maîtresse de conférences à l'université de Lorraine, souligne que les querelles politiques et l'inefficacité des structures de gouvernance en Espagne ont contribué à cette gestion chaotique. Selon elle, « l'absence de coordination entre les autorités régionales et nationales, conjuguée aux tensions politiques entre les partis, a paralysé une réponse qui aurait pu sauver des vies ».

*Pierre BONNEMAISON*

# MOYEN-ORIENT

## LA SUSPENSION DE LA MÉDIATION DU QATAR DANS LES NÉGOCIATIONS ENTRE ISRAËL ET LE HAMAS

À la fin du mois d'octobre, le porte-parole des affaires étrangères du Qatar, Majed Al-Ansari, déclarait dans un communiqué que le pays comptait suspendre ses efforts de médiation entre le Hamas et Israël.

Alors que depuis plusieurs mois le Qatar participe, aux côtés des États-Unis et de l'Égypte, aux négociations entre Israël et le Hamas; il semblerait que Doha aie finalement mis sa menace à exécution.

En effet ce samedi 9 novembre, Mohammed Ben Abderrahmane Al Thani, premier ministre et ministre des affaires étrangères du pays a annoncé la suspension de la médiation du Qatar, estimant que les parties en conflit devaient assumer pleinement leurs responsabilités.

Ces négociations à répétition visaient à obtenir la libération des otages retenus à Gaza et à mettre un terme à une guerre qui a causé la mort de plus de 43 600 personnes sur le territoire palestinien.

Selon une source diplomatique, les Qataris auraient auparavant « informé les Israéliens et le Hamas que tant que les deux camps refusaient de négocier un accord de bonne foi, ils ne pourraient pas continuer à jouer le rôle de médiateur ».

Par ailleurs selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, la fermeture du bureau du Hamas à Doha n'est actuellement pas envisagée; il a précédemment déclaré « L'objectif principal du bureau au Qatar est d'être un canal de communication entre les parties concernées, et ce canal a contribué à obtenir un cessez-le-feu ».

À plus long terme, le Hamas semble se trouver dans une situation d'incertitude, sous une pression croissante qui pourrait le contraindre à s'installer en Iran. La Turquie a également été mentionnée comme un potentiel refuge, mais il est peu probable que ce pays, membre de l'OTAN, prenne le risque de se mettre à dos les États-Unis.



Inès GUIRAMAND

# MOYEN-ORIENT

## REVDICATION ISRAËLIENNE OFFICIELLE PAR LE PREMIER MINISTRE NETANYAHOU DE L'ATTAQUE « DES BIPEURS » AU LIBAN.

Dimanche 10 novembre, lors du Conseil des ministres, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou a reconnu avoir approuvé les attaques dites « des bipeurs » ayant eu lieu les 17 et 18 septembre derniers.

De facto, le 17 septembre 2024, plusieurs milliers de bipeurs appartenant aux membres du Hezbollah ont simultanément explosés entre le Liban, Gaza et la Syrie. Cette opération aurait selon le ministre de la Santé libanais causé la mort de 12 personnes et fait près de 2800 blessés. Ces explosions ont essentiellement visé des membres du Hezbollah. Toutefois, la télévision iranienne affirme également le décès de l'ambassadeur d'Iran à Beyrouth, Mojtaba Amani.

Puis le 18 septembre dans la banlieue sud de Beyrouth de nouvelles explosions surviennent visant les talkies-walkies des membres de la milice chiite libanaise. Faisant d'après les autorités libanaises, 39 morts et 3000 blessés.

Au sujet des circonstances de cette opération, Charles Lister, expert au Middle East Institute, dans un tweet repris par l'AFP explique que « D'après les enregistrements vidéo, un petit explosif de type plastic a certainement été dissimulé à côté de la batterie [des bipeurs] pour un déclenchement à distance via l'envoi d'un message ». D'autre part, l'agence Reuters a interrogé un haut dirigeant libanais affirmant que selon lui : « Le Mossad a injecté un circuit imprimé à l'intérieur de l'appareil contenant de l'explosif et qui peut recevoir un code. C'est dur à détecter, même avec un appareil ou un scanner. »

Néanmoins, cette attaque n'avait encore fait l'objet d'aucune revendication officielle.

Pourtant, de nombreux éléments laissent penser que cette opération était pourvue de la signature du Mossad, service de renseignement extérieur israélien. Pour Elizabeth Sheppard Sellam, maître de conférences en relations internationales à l'Université de Tours, estime que « l'opération menée contre le Hezbollah rappelle d'ailleurs celle qui a conduit à la mort du chef politique du Hamas Ismaïl Haniyeh, tué le 31 juillet à Téhéran ».

Ainsi selon Omer Dostri, porte-parole du premier ministre Netanyahou : « le dirigeant a confirmé son aval pour cette opération », qui ne s'était jusqu'alors pas exprimé pour revendiquer officiellement cette opération malgré les « indices » pointant le Mossad.

Cette revendication confirme le rôle stratégique du renseignement israélien dans la confrontation grandissante avec le Hezbollah, qui possède des liens solides avec le Hamas. Israël envoie un message de détermination et ne semble pas désirer un apaisement des tensions mais plutôt au contraire une intensification de celles-ci au-delà des frontières israéliennes.





# MOYEN-ORIENT

## LA PROTESTATION AUDACIEUSE D'AHOU DARYAEI : QUAND LE CORPS DEVIENT SYMBOLE DE LIBERTÉ

« *L'héroïne ne porte pas de cape, mais une brassière violette et des socquettes blanches* » commente le magazine Philosophie.

L'affaire d'Ahou Daryaei, étudiante en littérature française à l'université islamique Azad de Téhéran, suscite une vague d'attention sur les réseaux sociaux et dans les médias internationaux.

Réagissant au « *harcèlement des agents de sécurité* » qui lui reprochaient, d'après les groupes d'activistes ayant révélé l'affaire, de ne pas porter correctement son hijab, Ahou a choisi de protester en se déshabillant devant son université et de déambuler en sous-vêtement dans les rues de Téhéran. Un geste audacieux qui lui a valu d'être arrêtée et emmenée de force par des agents de sécurité en civil.

Cet évènement s'inscrit dans un contexte plus large de contestation en Iran, amorcé par la mort de Mahsa Amini en septembre 2022, arrêtée par la police des mœurs pour un « *port du voile non conforme* ». La mort de cette étudiante de 22 ans avait provoqué une vague de manifestations sans précédent, sous le slogan « *Femme, vie, liberté* ». Ce mouvement, impliquant des femmes, des hommes, étudiants ou non, de divers régions et horizons sociaux, se réunissant et défiant le régime en enlevant leur voile, a intensifié la remise en question du régime théocratique et des normes strictes imposées spécifiquement aux femmes.

Le geste d'Ahou, bien que singulier et spectaculaire, représente un symbole fort de cette résistance collective. Le gouvernement iranien, par l'intermédiaire de figures telles que le ministre des Sciences de la Recherche et des Technologies, Hossein Simaei, a réagi sévèrement, qualifiant l'action d'« *immorale* » et de « *contraire à la charia et aux coutumes* ».

La réponse officielle est illustrée quatre jours après son arrestation.



Le mercredi 6 novembre, un communiqué de l'ambassade iranienne à Paris révèle que Ahou Daryaei a été « *transférée dans un centre de soins spécialisés* », sans toutefois préciser le nom du centre.

La diffusion d'images floutées dans les chaînes officielles et la dénonciation des médias ayant relayé ces scènes révèlent la volonté de contrôler la narration publique et de dissuader la propagation de telles initiatives, Simaei qualifiant le partage de ces images comme la « *propagation de la prostitution* », estimant ainsi que ce geste n'était justifié « *ni sur le plan moral ni sur le plan religieux* ».

Le film *Les graines du figuier sauvage* réalisé par Mohammad Rasoulof et sorti en septembre dernier montre entre autres les effets du mouvement « *Femme, Vie, Liberté* » dans une famille où le père travaille pour le gouvernement. Ce film, tourné dans la clandestinité et l'illégalité en Iran durant les vagues d'insurrection, souligne la complexité des dynamiques sociopolitiques iraniennes et l'ampleur des risques encourus par ceux qui s'opposent au pouvoir.

En somme, le cas d'Ahou Daryaei est plus qu'un simple fait divers : il est le reflet d'un débat plus profond sur la liberté individuelle, l'oppression et la résistance au sein d'un État théocratique autoritaire.

Rose LOUVRIE-BUOT

# AFRIQUE

## L'AFRIQUE DU SUD FERME SA FRONTIÈRE AVEC LE MOZAMBIQUE APRÈS LES PRÉCÉDENTES ÉLECTIONS MOZAMBICAINES

Depuis le 9 octobre, les dernières élections présidentielles ont plongé le Mozambique dans une crise politique. En effet ces dernières élections furent remportées avec 71% des voix par le parti Frelimo avec le candidat Daniel Chapo. Ces résultats sont dénoncés par l'opposition comme étant frauduleux.

Le pays est secoué par des épisodes de violence entre la population et les forces de sécurité mozambicaines, lors des manifestations, qui sont la réponse du résultat de l'élection présidentielle. Au total, 18 morts sont à déplorer dont le 7 durant le premier week-end de novembre.

Ces manifestations se déroulent désormais sur la majeure partie du territoire, jusqu'aux frontières des pays voisins du Mozambique. Des véhicules incendiés du côté mozambicain, du port d'entrée de Lebombo ont conduit l'Afrique du Sud à fermer le 6 novembre, un passage frontalier très fréquenté avec le Mozambique, tel que l'a annoncé l'organe sud-africain de gestion des frontières. Lebombo est l'un des quatre ports terrestres les plus fréquentés d'Afrique australe et il se trouve à environ 110km de la capitale mozambicaine : Maputo. L'agence frontalière à elle déclaré : « En raison de ces incidents de sécurité et dans l'intérêt de la sécurité publique, le port a été temporairement fermé jusqu'à nouvel ordre ».

La violence des manifestations s'est propagée jusqu'à Ressano Garcia, qui est une petite zone de la province de Maputo, qui est près de Lebombo, tel l'a déclaré Michael Masiapato, actuel commissaire de l'Autorité de gestion des frontières d'Afrique du Sud. Il est également déclaré que la partie sud-africaine n'était pour le moment pas affectée mais que des mesures de sécurité devaient être prises. C'est pour cela que des forces de police ont été déployées sur cette partie de la frontière entre les deux pays. Cette force de police sud-africaine, a dû tirer des balles en caoutchouc et des grenades assourdissantes sur des Mozambicains qui tentaient d'entrer dans le pays par la frontière de Lebombo, selon le site News24.

Les autorités sud-africaines disent s'efforcer de rouvrir le point de passage dès que possible et ont conseillé aux voyageurs d'emprunter d'autres itinéraires « jusqu'à ce que la situation se soit stabilisée ». Aujourd'hui la frontière a été partiellement réouverte. Le port dans un premier temps pour gérer la circulation des personnes, afin que les camionneurs sud-africains bloqués au Mozambique et les ressortissants mozambicains rentrent chez eux.



*Sarah BOULLIGNY*

# AFRIQUE

## OPÉRATION MILITAIRE AU LAC TCHAD

La situation dans la région du lac Tchad est complexe et tendue, marquée par des attaques répétées de Boko Haram et d'autres groupes armés. L'attaque du 2 novembre est décrite comme l'une des plus violentes depuis 2020, avec au moins 40 soldats tchadiens tués. Les assaillants, probablement liés à Boko Haram ou à des groupes affiliés, ont pris les troupes par surprise, s'emparant de munitions et d'équipements avant de se retirer.

Cette attaque survient dans un contexte de guerre asymétrique avec Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP), qui exploitent la géographie complexe du lac Tchad, avec ses îlots marécageux, pour lancer des attaques surprises contre des positions militaires. Ces stratégies visent à déstabiliser les forces régionales et à renforcer la propagande du groupe.

En réponse, le président tchadien Mahamat Idriss Déby a lancé une contre-offensive pour traquer les responsables. Il est intervenu personnellement en se rendant sur place et en ordonnant des opérations militaires intensifiées. Par ailleurs, la Force Multinationale Mixte (FMM), qui inclut le Tchad, le Cameroun, le Nigeria et d'autres pays, a mené plusieurs opérations, dont l'opération Lake Sanity, pour neutraliser les bases de Boko Haram. Cependant, un éventuel retrait du Tchad de cette force pourrait fragiliser la coopération régionale.

Le Tchad est accusé de bavures, des frappes tchadiennes ayant touché des civils selon des sources locales. Les autorités tchadiennes nient ces accusations, affirmant que les frappes visaient uniquement des positions djihadistes. La récente restructuration de l'armée tchadienne, marquée par des limogeages et des nominations, souligne l'importance que le président accorde à la sécurité. Cependant, des allégations de soutien du Tchad aux paramilitaires soudanais et la gestion des ressources militaires complexifient encore davantage le contexte sécuritaire.

Cette situation reflète les défis auxquels fait face la région du lac Tchad, où les menaces djihadistes se mêlent aux tensions politiques et aux questions de coopération régionale. Depuis plusieurs années, la région subit des attaques répétées, une insécurité qui force des milliers de civils à fuir leurs foyers et complique l'accès à l'aide humanitaire, aggravant la crise.



La lutte contre Boko Haram bénéficie aussi de l'aide internationale, notamment de l'Union africaine, de l'Union européenne et des Nations Unies, qui apportent leur soutien aux opérations militaires et aux efforts humanitaires. Néanmoins, cette aide reste fragile en raison des tensions persistantes entre certains États de la région, comme le Tchad et le Soudan, qui affectent la confiance dans la coopération sécuritaire.

Au-delà des conséquences humaines, cette insécurité déstabilise l'économie locale, qui constituent les principales sources de revenus des populations du lac Tchad. Cet appauvrissement accru crée des conditions propices au recrutement par des groupes armés, piégeant davantage la région dans un cercle de violence et de pauvreté.

Enfin, Boko Haram et ISWAP adaptent leurs stratégies militaires pour faire face aux opérations régionales, misant sur des attaques surprises et profitant de zones difficiles d'accès pour éviter les forces de la FMM.

*Élora HOUEL*



# AFRIQUE

## CONFÉRENCE INTERMINISTÉRIELLE RUSSO-AFRICAINE À SOTCHI

Les 9 et 10 novembre 2024, à Sotchi, la Russie a accueilli une conférence ministérielle regroupant une cinquantaine de pays africains. Représenté par son ministre des Affaires Étrangères Sergeï Lavrov, le président russe Vladimir Poutine a promis un soutien total à ses amis et partenaires africains, dans un monde présenté par le Kremlin comme multipolaire.

Ce soutien multidimensionnel se concentrera sur le développement durable, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme mais aussi le règlement des problèmes alimentaires ou encore des catastrophes naturelles.

Après les deux premiers sommets Russie-Afrique de 2019 et 2023, cette nouvelle conférence ne fait qu'illustrer le renforcement croissant des liens entre Moscou et ses partenaires africains.

Cette consolidation étant d'autant plus vraie avec les pays de l'Alliance des Etats du Sahel. Ces derniers bénéficiant largement du soutien du bras armé du Kremlin, l'Africa Corps, censé endiguer la menace terroriste qui ne cesse pourtant de s'étendre. Au même titre que les nombreuses accusations pour crimes de guerre et multiples violations des droits de l'Homme portées à l'encontre du successeur de Wagner.

Aussi, véritable fer de lance des diatribes contre le néocolonialisme, la Russie cherche ainsi à se positionner ouvertement comme un allié de premier plan pour les pays africains. Ceux-ci étant de plus en plus sensibles à ce narratif prônant un ordre mondial plus juste, autrement dit, une alternative au traditionnel bloc des puissances occidentales, régulièrement accusé de promouvoir des « valeurs décadentes ». Preuve s'il en fallait une, beaucoup de représentants africains avaient refusé de se positionner contre l'invasion de l'armée russe en Ukraine au sein de l'Organisation des Nations Unies. De nombreuses « Maisons russes » font également leur apparition sur le continent africain, servant de relais d'influence du soft power du Kremlin.



Maxime DUPINET

## AFFRONTEMENTS AU CACHEMIRE

La région du cachemire au Nord de l'Inde continue de s'enliser dans une spirale mortelle. Après les trois guerres de 1948 à 1979, la zone est depuis lors tiraillée entre indépendantiste, tutelle indienne ou contrôle pakistanais. Le bilan de ces trois guerres comptabilise à lui seul 70 000 morts. En rajoutant les heurts continus depuis lors, il est beaucoup plus élevé, un bilan auquel s'ajoute cette semaine cinq personnels.

En effet, deux personnes ont d'abord été assassinées par un groupe rebelle indépendantiste dénommé les « Tigres du Cachemire ». Les villageois assassinés étaient membre d'une milice locale chargée de protéger la population hindoue des groupes séparatistes dans une région à majorité musulmane. Les tigres, n'ont pas hésité à humilier les corps des victimes en dévoilant les corps sur les réseaux. En réponse, l'armée indienne, qui reste proche des milices locales, en leur fournissant armes, et protection, aurait abattu deux membres du groupe séparatiste des Tigres. Le XVe corps de l'armée a affirmé qu'un terroriste supplémentaire avait été abattu dimanche dernier, tout en affirmant que d'autres échanges de tirs avaient éclaté au même moment dans les zones himalayennes de Zabarwan et Baramulla.

Ces heurts sont de plus en plus fréquents depuis que New Delhi, a décidé de supprimer l'autonomie partielle de la région en 2019, cette dernière fut remplacée par une mise sous tutelle de l'Inde, lui retirant certains droits, et augmentant la présence militaire indienne sur le territoire. Les groupes séparatistes ont ainsi multiplié les attaques.



Le gouvernement du premier ministre Narendra Modi, accuse d'ailleurs le Pakistan d'armer les groupes séparatistes de la région. Par ailleurs, mercredi 06 novembre, le parlement régional du cachemire a adopté une résolution demandant à New Delhi de réinstaurer l'autonomie partielle de la région et donc de supprimer sa mise sous tutelle. Le gouvernement continue d'ignorer cette demande et la situation s'enlise. L'Inde continue d'impliquer des forces armées dans la région mais les groupes séparatistes ne faiblissent pas et ne permettent pas d'instaurer une paix durable. Ceci étant, Islamabad continue de dénoncer les décisions des autorités indiennes, rendant les dialogues diplomatiques, creux.

*Rodolphe UGUEN*

## LA CORÉE DU NORD RATIFIE LE TRAITÉ DE DÉFENSE AVEC LA RUSSIE

La collaboration entre la Russie et la Corée du Nord ne cesse de se consolider depuis quelques mois comme en témoigne la naissance d'un traité de défense liant les deux pays. Conclu en juin dernier, cet accord prévoit, entre autres, « une aide militaire immédiate » réciproque en cas d'attaque contre l'un des deux pays. La Russie et la Corée du Nord ont ainsi ratifié un traité de défense ce lundi 11 novembre au soir, d'après l'agence officielle nord-coréenne KCNA.



Le rapprochement entre les deux pays, dans le contexte de la guerre menée par la Russie en Ukraine, semble donc s'enraciner davantage au sein de la scène politique internationale à mesure que les mois défilent.

Ce traité qui avait déjà été conclu lors d'une visite de Vladimir Poutine à Pyongyang en juin apparaît comme un approfondissement de la coopération liant les deux pays, en effet, selon Kiev, près de 11 000 soldats nord-coréens seraient d'ores et déjà déployés sur le territoire russe, commençant tout juste à combattre contre l'armée ukrainienne sur le sol russe, notamment dans la région de Kursk dont une petite partie est occupée par les forces ukrainiennes depuis août. Toutefois, le Kremlin ne semble toujours pas disposé à répondre aux interrogations qui ont accompagné la découverte de cette présence de renforts nord-coréens.

L'accord officialise des mois d'approfondissement de la collaboration dans le domaine de la sécurité entre la Russie et la Corée du Nord. « Pyongyang et Moscou vont revendiquer la légitimité du déploiement de l'armée nord-coréenne en Russie et affirmer que cette action est justifiée par le traité ratifié entre les deux parties », anticipe Hong Min, de l'Institut pour l'unification nationale, établi en Corée du Sud, « même si leur traité n'annule pas les résolutions de l'ONU interdisant une telle coopération ». Selon ce dernier, les ratifications du traité pourraient entraîner « des déploiements supplémentaires et potentiellement plus importants » de soldats nord-coréens en Russie.

La Russie et la Corée du Nord semblent plus proches que jamais, depuis le début de la guerre russo-ukrainienne, les deux pays n'ont eu de cesse d'enchaîner les collaborations comme en témoigne l'essor de ce traité de défense. Ce dernier se construit également sur un engagement vis-à-vis des deux pays au niveau international pour s'opposer aux sanctions occidentales et coordonner leurs positions aux Nations Unies. La ministre nord-coréenne des Affaires étrangères Choe Son-hui s'est récemment rendue à Moscou où elle a affirmé que son pays « se tiendrait fermement aux côtés des camarades russes jusqu'au jour de la victoire ». Elle a qualifié l'offensive contre l'Ukraine de « lutte sacrée » et salué la sagesse de Vladimir Poutine : force est de constater que le rapprochement entre les deux pays ne semble pas près de prendre fin.

Léa BRAVO



## LES PHILIPPINES EN VOIE D'ACQUÉRIR QUARANTE NAVIRES DE MANUFACTURE FRANÇAISE.

L'amiral Ronnie Gil Gavan, commandant en chef des gardes-côtes philippins, a annoncé le 7 novembre 2024 l'acquisition à venir de quarante bateaux de patrouilles français. Cet accord d'une valeur de 412 millions d'euros sera assuré par une aide publique au développement du gouvernement français, dans la continuité du renforcement de la coopération franco-philippine dans la région Indo-Pacifique.

Le type spécifique de navire n'a pas été précisé, on sait cependant qu'il s'agit de petits navires de patrouille rapides. Vingt d'entre eux seront construits directement aux Philippines à travers un échange technologique. Ces vaisseaux seront possiblement produits par la compagnie française OCEA, qui a déjà produit plusieurs navires pour la marine philippine. La compagnie française sera aussi chargée de fournir la maintenance nécessaire aux navires.



Aujourd'hui, l'essentiel de la marine philippine est d'origine japonaise. Le Japon participe aussi actuellement à la construction de cinq navires plus importants pour une valeur similaire, dont la livraison est prévue pour 2027. Ces achats aux français et aux japonais tripleront la flotte philippine.

Il s'agit du plus important investissement fait dans l'histoire des gardes-côtes de ce pays.

Depuis décembre 2023, un projet d'accord de défense entre la France et les Philippines, comme il en existe déjà avec les États-Unis et l'Australie est en discussion. Un projet similaire est envisagé avec le Japon également, faisant des deux pays les nouveaux partenaires privilégiés de Manille. Ces investissements et partenariats historiques reflètent les tensions croissantes en mer de Chine Méridionale, où la présence permanente de la marine philippine est nécessaire pour affirmer une souveraineté contesté par ses voisins, la Chine notamment.

*Baptiste POULARD*

# AMÉRIQUES

## DONALD TRUMP ÉLU 47ÈME PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS : DÉCRYPTAGE DES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS

Les résultats définitifs des élections présidentielles américaines sont tombés : Donald Trump est élu pour un deuxième mandat non-consécutif, avec 312 voix contre 226 pour Kamala Harris. Ce dernier a remporté tous les « swing states », à savoir la Géorgie, la Pennsylvanie, le Wisconsin, le Michigan, l'Arizona, la Caroline du Nord et le Nevada. Contrairement à 2016, Donald Trump a également remporté le vote populaire, avec plus de 71 millions de voix contre 62 millions pour Kamala Harris. Tandis que la Chambre des représentants s'approche de la majorité, le Sénat a également été remporté par les républicains, repris aux démocrates.

Par rapport à 2020, Donald Trump a amélioré ses scores dans plusieurs groupes démographiques. Ainsi, il a obtenu 45% des voix des latinos, contre 32% en 2020 ; et 42% des voix des 18-29 ans, contre 36% en 2020.



Donald Trump a revendiqué sa victoire et a remercié ses électeurs de l'avoir élu 47ème président des États-Unis. Il a ajouté : « c'est un mouvement comme personne n'en a jamais vu auparavant. Nous avons un pays qui a besoin d'aide, il a vraiment besoin d'aide, nous allons réparer nos frontières et tout réparer dans notre pays. Nous avons surmonté des obstacles. »

Le président sortant Joe Biden recevra mercredi Donald Trump. Ce dernier a commencé à constituer son équipe en nommant jeudi sa cheffe de cabinet : Susie Wiles. Deux noms ne seront pas rappelés aux côtés du président : Mike Pompeo, ancien secrétaire d'État, et Nikki Haley, devenue sa rivale.

Kamala Harris a reconnu sa défaite et a affirmé avoir appelé Donald Trump afin de lui présenter ses félicitations. Avec Joe Biden, ils s'engagent à œuvrer pour une « transition pacifique du pouvoir ». Elle a également encouragé ses partisans à « ne jamais abandonner le combat ».

Le 7 décembre aura lieu le vote solennel des grands électeurs, et le 6 janvier sera la date de la certification des résultats par le Congrès. L'investiture officielle de Donald Trump et de son vice-président J.D Vance prendra place le 20 janvier 2025. Le président élu dispose de 75 jours pour constituer son équipe.

À l'international, de nombreuses réactions se sont manifestées. Emmanuel Macron s'est dit « prêt à travailler ensemble ». Benjamin Netanyahu a félicité le nouveau président pour « le plus grand retour de l'Histoire ».

*Blanche ARMINJON*

# AMÉRIQUES

## LE GROUPE EDGE RENFORCE SON PARTENARIAT AVEC LA MARINE BRÉSILIENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE DÉPLOIEMENT DE SYSTÈMES ANTI-DRONES

Lors de l'exposition EURONAVAL 2024 à Paris, EDGE, un acteur mondial dans le domaine de la défense et des technologies avancées, a signé un protocole d'accord stratégique avec la marine brésilienne. Cet accord marque une étape importante dans le renforcement des liens entre le groupe émirati et la marine brésilienne, visant à développer des systèmes de défense autonomes pour la protection des opérations navales. L'objectif de cette collaboration est de créer des solutions anti-drones de pointe, adaptées aux exigences stratégiques des deux parties.



Le partenariat, officialisé par l'amiral Edgar Luiz Siqueira Barbosa, directeur général du matériel de la marine brésilienne, et Hamad Al Marar, PDG d'EDGE, s'appuie sur les projets de coopération antérieurs, comme le système anti-navires MANSUP. Selon l'amiral Barbosa, EDGE s'est déjà imposé comme un partenaire solide et fiable. Cette nouvelle étape de leur collaboration vise à tirer parti du partage de connaissances pour co-développer des technologies qui permettront aux deux entités de devenir des leaders dans la réponse aux menaces navales et aériennes modernes.

Les deux parties entendent également exploiter ces technologies pour répondre aux besoins d'exportation, renforçant ainsi leurs positions sur les marchés internationaux. Les systèmes anti-drones développés dans le cadre de cet accord sont essentiels dans le contexte de la défense maritime, où la multiplication des véhicules aériens sans pilote pose des risques de sécurité croissants. Ces systèmes sont dotés de capteurs de haute précision, notamment des radars et des dispositifs électro-optiques, couplés à des capacités de brouillage des signaux, permettant d'intercepter, suivre et neutraliser les drones en interrompant leurs communications de contrôle. Hamad Al Marar a souligné que cette technologie contre les drones est aujourd'hui un impératif mondial, et EDGE, déjà en avance dans ce domaine, se consacre à innover continuellement pour offrir des solutions de défense maritime qui répondent aux besoins des forces navales internationales.

Cet accord fixe ainsi une structure de coopération permettant aux deux entités de travailler ensemble sur ces technologies cruciales. Dans un environnement maritime de plus en plus complexe, cette technologie anti-drone intégrée s'avère essentielle pour déployer une défense multicouche capable de sécuriser l'ensemble de la flotte brésilienne. La collaboration EDGE-marine brésilienne vise donc à renforcer la capacité opérationnelle de cette dernière, tout en positionnant les deux partenaires comme des acteurs de premier plan dans la défense navale autonome face aux menaces contemporaines.

*Victoire LE GALL*



# AMÉRIQUES

## BOLIVIE : 200 SOLDATS ARRÊTÉS PAR DES PARTISANS DE L'EX-PRÉSIDENT EVO MORALES

Le 1er novembre dernier, des partisans de l'ancien président bolivien Evo Morales ont pris d'assaut trois casernes et retiennent depuis plus de 200 militaires sous prétexte que l'ancien président serait victime d'une « persécution politique ». En effet, Evo Morales est accusé d'avoir violé une mineure au cours de son mandat il y a huit ans. La crise ne fait que s'enliser car depuis mi-octobre, des milliers de personnes bloquent plusieurs routes du pays depuis l'ouverture de cette enquête pour « viol, trafic et traite d'êtres humains » qui vise l'ancien chef d'Etat bolivien en raison d'une relation qu'il aurait eu avec une mineure de 15 ans durant son 2e mandat. Le pays se retrouve perturbé depuis une vingtaine de jours par ces manifestations anti-gouvernementales.

La ministre des Affaires étrangères bolivienne Celinda Sosa a déclaré que « trois unités militaires ont été attaquées par des groupes irréguliers dans la zone de Chapare, dans le département de Cochabamba, qui ont pris en otage plus de 200 militaires » et a ajouté que les partisans se sont « emparés d'armes de guerre et de munitions ». Le gouvernement bolivien a envoyé l'armée pour aider à dégager les routes bloquées par les partisans d'Evo Morales, en espérant résoudre la situation au plus vite.



Par ailleurs, l'ancien président a annoncé avoir entamé une grève de la faim depuis le vendredi 1er novembre. Il demande un dialogue avec le président actuel, Luis Arce, afin qu'il « installe des comités de discussion » politique et économique. Evo Morales a également déclaré qu'il poursuivrait cette grève jusqu'à « la libération de tous ses camarades » qui ont été arrêtés par les forces de l'ordre depuis le début du mois. Plus de 66 personnes auraient été interpellées depuis début novembre, en plus des 50 individus arrêtés depuis mi-octobre suite à la situation de blocage des routes en Bolivie. Les protestations se sont intensifiées et les manifestants exigent la démission du président Luis Arce, qu'ils tiennent responsable des pénuries de carburant en Bolivie qui sont causées par un manque de devise pour en importer.

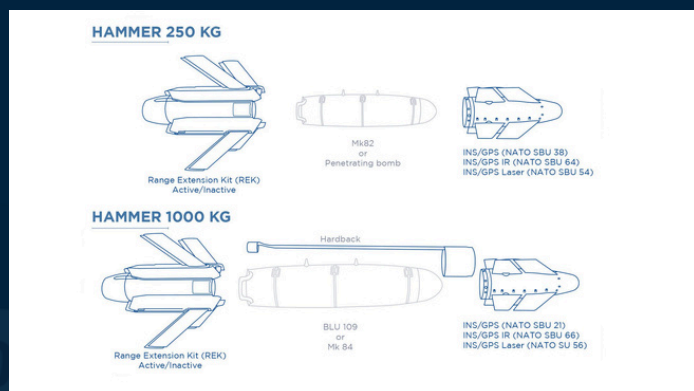
Le ministère des Affaires étrangères a déclaré dans un communiqué la semaine dernière qu'il était ouvert au dialogue avec « tous les secteurs sociaux du pays », mais a averti que le processus « ne peut pas être mis en place tant que le peuple bolivien continue d'être victime d'abus de la part de ces groupes qui ne s'intéressent pas à l'économie nationale et populaire, et qui ne cherchent qu'à matérialiser les intérêts personnels et électoraux d'un ancien président ».

*Wandrille Picault*

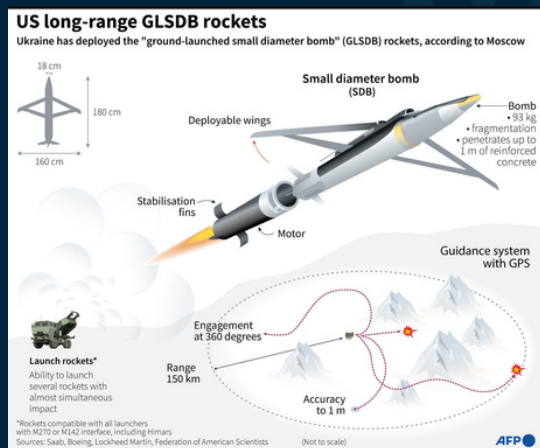
# ARMEMENT

## MODERNISATION DES MUNITIONS : UN ENJEU STRATÉGIQUE ILLUSTRÉ PAR L'AASM ET LE GLSDB

Dans un contexte de conflit moderne de plus en plus complexe, la modernisation des munitions est devenue un impératif pour les grandes puissances comme la France et les États-Unis. Les technologies de pointe, tels que l'AASM (Armement Air-Sol Modulaire) « Hammer » de Safran et le GLSDB (Ground-Launched Small Diameter Bomb) de Saab Group et Boeing, illustre cette évolution, et leur utilisation en Ukraine en témoigne.



L'AASM « Hammer » est un missile air-sol guidé, conçu pour garantir une grande précision et une flexibilité d'emploi. Grâce à son guidage combinant GPS, inertie et imagerie infrarouge, il permet de frapper des cibles à longue distance avec une précision millimétrique. L'AASM a été utilisé par les forces ukrainiennes, équipants des MiG-29 pour frapper des positions russe à distance, minimisant les risques collatéraux tout en maximisant l'efficacité. Ce missile illustre l'importance de disposer de munitions de précision dans un environnement de guerre moderne, où la distinction entre cible militaire et civile devient crucial.



Le GLSDB, combinant une petite bombe (GBU-39) guidée avec une propulsion à moteur-fusée, permet de frapper des cibles à plus de 150 km de distance depuis des plateformes terrestres. Cela offre une portée stratégique sans dépendre de l'aviation. En Ukraine, cette munition a permis aux forces ukrainiennes de frapper des cibles éloignées, souvent hors de portée des défenses russes. Cette capacité à lancer des frappes de précision depuis le sol constitue un atout majeur dans un contexte où la supériorité aérienne est contestée.

La modernisation des munitions est essentielle pour maintenir une supériorité tactique dans les conflits contemporains. Les systèmes comme l'AASM et le GLSDB permettent d'améliorer la précision, la portée et la flexibilité des frappes, offrant ainsi un avantage stratégique considérable. Dans des conflits comme celui en Ukraine, où les lignes de front sont en constante évolution, ces technologies permettent de répondre rapidement aux menaces tout en minimisant les risques pour les civils.

Pour les nations comme la France et les États-Unis, investir dans de telles munitions est vital pour garantir leur efficacité militaire dans des guerres modernes, où la rapidité et la précision sont primordiales.

Célian NGUYEN TUONG - PORTAZ

# ARMEMENT

## LES ARMES À ÉNERGIE DIRIGÉE : UNE RÉVOLUTION TECHNOLOGIQUE ?

Les armes à énergie dirigée (AED) sont conçues pour projeter un faisceau d'ondes électromagnétiques vers une cible, un concept longtemps imaginé dans la science-fiction.

Bien que la maîtrise de la projection de faisceaux laser ou d'ondes électromagnétiques (comme avec les systèmes de désignation laser, LIDAR, ou radar) soit acquise depuis longtemps, transformer cette capacité en arme pose encore quelques défis.



**Les armes laser** fonctionnent par effet thermique, le faisceau, concentré sur une cible, chauffe cette dernière jusqu'à la perforer (par fusion ou combustion de la matière).

### **Leurs avantages :**

- Portée théorique de plusieurs centaines de kilomètres, grâce à leur faisceau très directif.
- Coût de tir très faible (moins de 1 €) comparé aux munitions classiques.
- Puissance ajustable selon la cible (petit drone, avion) et l'effet recherché.

### **Leurs limites :**

- L'atmosphère réduit leur efficacité (nuages, pluie, poussière), limitant portée et puissance, voire rendant les lasers inopérants dans certaines conditions.
- Nécessité de voir la cible, donc limité aux tirs directs.
- Puissance élevée ralentit la cadence de tir, en raison des besoins en refroidissement et en énergie.

**Les armes à micro-ondes** émettent un signal électromagnétique puissant pour perturber ou endommager les circuits électroniques par couplage.

### **Leurs avantages :**

- La capacité d'attaquer des cibles électroniques (missiles, drones, systèmes de communication, etc.).
- Leur potentiel non létal, n'ayant pas d'effet direct sur les organismes vivants.
- Leur caractère furtif, rendant difficile l'attribution d'une attaque à un responsable.

### **Leurs limites :**

- La difficulté à focaliser le faisceau, ce qui oblige d'augmenter la puissance d'émission pour conserver une portée efficace.
- Une vulnérabilité aux conditions météorologiques, avec une efficacité réduite dans certains climats.
- L'impossibilité d'évaluer les effets à distance, rendant difficile l'analyse de l'impact de l'attaque.

Les AED ne semblent pas capables, aujourd'hui ni dans un futur proche, de révolutionner totalement le champ de bataille. Elles possèdent des atouts indéniables et peuvent renforcer efficacement l'arsenal militaire sans remplacer entièrement les systèmes d'armes actuels. Hors du vide spatial, les effets de l'atmosphère resteront une contrainte significative pour l'utilisation de ces armes.

*Alexandre DOTTI*



## L'INNOVATION AU CŒUR D'EURONAVAL 2024 : LA DRONISATION AU SERVICE D'UNE INDUSTRIE EN MUTATION

La 29e édition du salon Euronaval, qui s'est déroulée du 4 au 7 novembre 2024 à Villepinte, a marqué un tournant dans l'industrie navale de défense. Cet événement, qui a rassemblé près de 500 exposants et plus de 26 000 visiteurs professionnels, a été l'occasion de constater la croissance exponentielle du secteur des drones navals, véritable symbole d'une transformation profonde des capacités opérationnelles des marines du monde entier.

### UNE AFFLUENCE RECORD ET UNE FORTE PLACE DONNÉE AUX DRONES

Euronaval 2024 a enregistré une participation exceptionnelle, avec une augmentation notable du nombre d'exposants et de visiteurs par rapport aux éditions précédentes. Cette forte affluence témoigne de l'intérêt croissant des acteurs internationaux pour les innovations technologiques du secteur naval.

La présence de nombreuses délégations officielles venues de 79 pays, dont une vingtaine de chefs d'état-major de marines, souligne l'importance stratégique du salon. Le ministre français des Armées, Sébastien Lecornu, a effectué une visite remarquée sur les stands de Naval Group et MBDA, s'engageant dans des discussions cruciales avec plusieurs homologues européens.



Euronaval 2024 a été marqué par l'omniprésence des drones navals, de surface et sous-marins. Ces systèmes autonomes, autrefois considérés comme futuristes, sont désormais des éléments incontournables des stratégies de défense maritime. Leur polyvalence et leur adaptabilité en font des outils précieux pour un large éventail de missions, allant de la surveillance des côtes à la protection des navires de combat.

Naval Group, fleuron de l'industrie navale française, a présenté sa gamme de drones Seaquest, dont le Seaquest S, déjà en phase d'essais en mer. Ce drone de surface, conçu pour être embarqué sur des frégates, peut assurer des missions de surveillance, de renseignement et même d'attaque grâce à sa capacité d'armement. Le groupe a également dévoilé l'Ucuv, un drone sous-marin de 10 tonnes capable de patrouiller pendant plusieurs jours.

L'innovation ne se limite pas aux grands groupes. De nombreuses PME françaises se sont distinguées par leurs solutions innovantes en matière de drones navals. Exail, Diodon et Alseamar ont ainsi présenté leurs dernières créations, confirmant le dynamisme de l'écosystème français dans ce domaine.

*Maximilien DESFORGES*

# DÉFENSE

## UN MARCHÉ EN PLEINE EXPANSION, PORTÉ PAR DES ENJEUX STRATÉGIQUES ET ÉCONOMIQUES

Le marché des drones navals connaît une croissance exponentielle, stimulée par l'augmentation des budgets de défense et la multiplication des menaces en mer. La France, forte de son vaste domaine maritime, se positionne comme un acteur majeur de cette industrie en plein essor.

La « dronisation » des marines offre également des opportunités économiques significatives pour les entreprises françaises. Le développement de technologies duales, utilisables à la fois par les marines militaires et civiles, ouvre de nouveaux débouchés et permet de mutualiser les investissements en recherche et développement.

## LA CYBERSÉCURITÉ : UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE POUR L'INDUSTRIE

Euronaval 2024 a mis en lumière un autre défi majeur pour l'industrie navale : la cybersécurité. La Direction du renseignement et de la sécurité de la défense (DRSD) a profité du salon pour sensibiliser les industriels aux risques croissants d'espionnage et de sabotage.

Les exemples d'attaques informatiques survenues lors de précédentes éditions d'Euronaval, notamment le piratage de l'ordinateur d'un dirigeant d'entreprise via le réseau Wi-Fi d'un hôtel, illustrent la vulnérabilité du secteur. La DRSD a ainsi rappelé l'importance de mettre en place des mesures de protection rigoureuses, telles que l'utilisation de VPN et le téléchargement d'applications uniquement sur des plateformes sécurisées.

## EURONAVAL 2024 : UN SALON QUI DESSINE LES CONTOURS DES MARINES DU FUTUR

Euronaval 2024 a confirmé l'importance croissante des drones navals dans les opérations militaires. Ces systèmes autonomes, de plus en plus sophistiqués et polyvalents, sont appelés à jouer un rôle déterminant dans les conflits futurs. L'industrie française, à la pointe de l'innovation dans ce domaine, se positionne pour saisir les opportunités offertes par ce marché en pleine expansion.

La cybersécurité, cependant, reste un défi majeur pour les entreprises du secteur. La protection des technologies sensibles et des données stratégiques face aux menaces croissantes d'espionnage et de sabotage est devenue une priorité absolue.

Euronaval 2024 a offert une vision captivante des marines du futur, où les drones navals et la cybersécurité joueront un rôle central. Il appartient aux industriels français de se montrer à la hauteur de ces enjeux pour garantir la souveraineté et la sécurité maritime de la France.



*Maximilien DESFORGES*

# SOURCES

## • EUROPE

- **L'escalade du conflit en Ukraine : la présence de soldats nord-coréens en Russie**
  - « Soldats nord-coréens en Russie, l'Occident s'inquiète d'une escalade dans la guerre en Ukraine », Estelle Kammerer et Brice Garcia, France Culture, 25/10/2024.
  - « Guerre en Ukraine : l'embarras occidental face à l'engagement nord-coréen », Philippe Ricard, Faustine Vincent, Elise Vincent, Chloé Hoorman, Philippe Jacqué et Jacques Follorou, Le Monde, 09/11/2024.
  - « Des soldats nord-coréens bouleversent le conflit en Ukraine », Théophile Simon, Tribune de Genève, 24/10/2024.
  - « Guerre en Ukraine : l'envoi de soldats nord-coréens pour aider la Russie serait "une escalade significative", met en garde l'Otan », Franceinfo avec AFP, 21/10/2024.
- **Chute du gouvernement allemand d'Olaf Scholz**
  - « Olaf Scholz, le chancelier qui a conduit sa coalition dans le mur », Pierre Avril, Le Figaro, 13/11/2024.
  - « German Security Paradox: The U.S. Army's Role in Europe », Curtis L. Fox, Grey Dynamics, 11/11/2024.
  - « Germany planning to reintroduce voluntary national service for 18-year-olds », British Forces Broadcasting Service, 07/11/2024.
- **Colère en Espagne: des manifestations de masse dénoncent la gestion des inondations meurtrières à Valence**
  - « Inondations en Espagne : des pompiers français au secours des sinistrés », Franceinfo, 12/11/2024.
  - « Inondations en Espagne : Pourquoi la gestion des secours et ses dysfonctionnements font polémique ? », Elise Martin, 20 Minutes, 06/11/2024.
  - « Catastrophe en Espagne : la colère des sinistrés ne retombe pas », E. Bonasse, C. Nowak, B. Lemestre, F. Benain-Liot et A. Boulet, Franceinfo, 10/11/2024.
  - « Espagne. "Assassins" : une manifestation monstre à Valence pour dénoncer la gestion des inondations », L'Alsace, 09/11/2024.
  - « A Valence, la colère des Espagnols touchés par les inondations », Les Échos, 03/11/2024.

## • MOYEN-ORIENT

- **La suspension de la médiation du Qatar dans les négociations entre Israël et le Hamas**
  - « Guerre au Proche-Orient : le Qatar décide de suspendre son rôle de médiateur dans les négociations entre Israël et le Hamas », Le Monde, 10/11/2024.
  - « Le Qatar suspend sa médiation entre Israël et le Hamas », TV5MONDE Info, 11/11/2024.
  - « Trêve à Gaza : quelles conséquences la suspension de la médiation du Qatar pourrait-elle avoir sur les négociations ? », Le Parisien, 11/11/2024.
- **Revendication israélienne officielle par le Premier Ministre Netanyahu de l'attaque « des bipeurs » au Liban.**
  - « Guerre au Proche-Orient : Benjamin Netanyahu reconnaît avoir donné son aval à l'attaque aux bipeurs au Liban », Le Monde avec AFP, 11/11/2024.
  - « Netanyahu reconnaît son rôle dans l'attaque aux bipeurs contre le Hezbollah au Liban », Frontières, 10/11/2024.
  - « Explosion de bipeurs au Liban : quatre questions sur l'opération menée contre le Hezbollah », Public Sénat, 18/09/2024.



# SOURCES

- **La protestation audacieuse d'Ahou Daryaei : quand le corps devient symbole de liberté**
  - « Iran : violente arrestation d'une étudiante qui se dénude pour s'opposer au port du voile obligatoire », Amnesty International, 04/11/2024.
  - « L'étudiante qui s'est dévêtue transférée dans un "centre de soins spécialisés", annonce l'ambassade d'Iran à Paris », L'Orient Le Jour, 06/11/2024.
  - « Vu de Téhéran - Étudiante dévêtue en Iran : la presse pro régime évoque des "problèmes mentaux" », Courrier International, 04/11/2024.
  - « Femme, vie, liberté - Une révolution iranienne », ARTE Reportage, Claire Billet (2023).
  - « Cannes 2024 : Les Graines du figuier sauvage de Mohammad Rasoulof, un hymne à la liberté », L'Humanité, 24/05/2024.
  - « "Magnifique", "un grand film"... "Les graines du figuier sauvage" fait (presque) l'unanimité au Masque », France Inter, 29/09/2024.
- **AFRIQUE**
  - **L'Afrique du Sud ferme sa frontière avec le Mozambique après les précédentes élections mozambicaines**
    - « South Africa shuts border crossing with Mozambique over poll unrest », BBC, 06/11/2024.
    - « Violences post-électorales au Mozambique : l'Afrique du Sud ferme un poste frontière », TV5MONDE, 06/11/2024.
    - « Afrique du Sud : réouverture partielle de la frontière avec le Mozambique », AFRICA24, 10/11/2024.
  - **Opération militaire au Lac Tchad**
    - « Que sait-on de l'attaque d'une base militaire qui a tué au moins 40 soldats au Tchad ? », BBC News Afrique, 29/10/2024.
    - « Lutte contre Boko Haram : l'armée tchadienne a-t-elle commis une bavure au Nigeria ? », Courrier International, 04/11/2024.
    - « Lac Tchad : des sources locales accusent l'armée tchadienne d'avoir tué par erreur des "dizaines" de pêcheurs au Nigeria », Le Monde Afrique, 01/11/2024.
  - **Conférence interministérielle russo-africaine à Sotchi**
    - « À Sotchi, Vladimir Poutine promet un "soutien total" aux pays africains », RFI Afrique, 11/11/2024.
    - « Russie veut devenir un partenaire incontournable de l'Afrique », TV5MONDE, 10/11/2024.
    - « Conférence Russie-Afrique : Moscou poursuit sa promotion d'un "monde multipolaire" », Le Monde, 07/11/2024.
- **ASIE**
  - **Affrontements au Cachemire**
    - « Inde : des affrontements entre armée et séparatistes présumés au Cachemire font un mort », Le Figaro, 10/11/2024.
    - « Tensions meurtrières au Cachemire Indien : 4 morts dans des incidents armés », Viral Mag, 08/11/2024.
  - **La Corée du Nord ratifie le traité de défense avec la Russie**
    - « La Russie et la Corée du Nord ratifient leur traité de défense », Libération, 12/11/2024.
    - « La Corée du Nord ratifie le traité de défense avec la Russie », L'Opinion, 12/11/2024.

# SOURCES

- **Les Philippines en voie d'acquérir quarante navires de manufacture française.**
  - « Philippine Coast Guard to Receive 40 Patrol Boats from France in \$438 Million ODA Project », Aaron-Matthiew Lariosa, USNI News, 06/11/2024.
  - « Philippines to Acquire \$439M Fast Patrol Craft Funded by France », Christine Casimiro, The Defense Post, 07/11/2024.
  
- **AMÉRIQUES**
  - **Donald Trump élu 47ème président des États-Unis : décryptage des résultats des élections**
    - « Donald Trump revendique "une victoire politique jamais vue" après avoir remporté plusieurs États clés à la présidentielle américaine », France Info, 06/11/2024.
    - « Présidentielle américaine : Trump remporte les 7 États-clés, après sa victoire dans l'Arizona », La Provence, 10/11/2024.
    - « Présidentielle américaine : les républicains espèrent avoir les mains libres au Congrès », Bastien Bouchaud, Les Échos, 07/11/2024.
  - **Le groupe EDGE renforce son partenariat avec la marine brésilienne pour le développement et le déploiement de systèmes anti-drones**
    - « Le groupe EDGE étend son partenariat avec la marine brésilienne pour développer et déployer des systèmes de contre-drones », Communiqués de presse, EDGE, 06/11/2024
    - « Euronaval 2024 : Le groupe EDGE et la marine brésilienne vont co-développer la technologie de défense anti-drone. », par Erwan Halna du Fretay, *Army recognition*, 07/11/2024
    - « Le groupe EDGE étend son partenariat avec la marine brésilienne pour développer et déployer des systèmes anti-drones », par Roberto Caiafa, *Infodefensa*, 11/11/2024
  - **Bolivie : 200 soldats arrêtés par des partisans de l'ex-président Evo Morales**
    - « En Bolivie, des partisans de l'ex-président Evo Morales retiennent "plus de 200 militaires", selon les autorités », *France Info avec AFP*, 03/11/2024
    - « Bolivie : Au moins 200 militaires retenus en otage par les partisans de l'ex-président Morales », *20 Minutes*, 03/11/2024
    - « En Bolivie, la crise politique débouche sur la prise en otage de 200 soldats », *Le Monde*, 04/11/2024
    - « Des partisans de l'ancien président bolivien auraient pris 200 soldats en otage », *L'actualité*, 02/11/2024
  
- **ARMEMENT**
  - **Modernisation des Munitions : Un Enjeu Stratégique Illustré par l'AASM et le GLSDB**
    - « Des 2000-5 équipés d'AASM en Ukraine? Ce n'est pas un mirage », Philippe Chapleau, Ligne de Défense, 16/10/2024.
    - « Ukraine's MiG-29s Are Now Carrying French 'Hammer' Rocket-Assisted Bombs », Thomas Newdick, The War Zone, 15/03/2024.
    - « Ukraine's long-range glide bomb blunted by Russian jamming », Mike Stone, Reuters, 23/05/2024.
    - « Long-range US rockets could give Ukraine major boost: analysts », Radio France Internationale avec AFP, 30/03/2023.
    - « Small Diameter Bomb (SDB) », Boeing, 01/01/2015.
    - « AASM HAMMER™ - Highly Agile Modular Munition Extended Range », Safran, 01/01/2024.

# SOURCES

- **Les armes à énergie dirigée : une révolution technologique ?**
  - « Armes à énergie dirigée : possibilités et limitations », Centre Français de Recherche sur le Renseignement, Juin 2017.
  - « Directed Energy Futures 2060 », Air Force Research Laboratory, Juin 2021.
  - « Directed Energy Weapons », GAO-23-106717
  -
- **DÉFENSE**
  - **L'innovation au cœur d'Euronaval 2024 : la dronisation au service d'une industrie en mutation**
    - « Euronaval 2024 : succès du salon mondial du naval de défense », Armées.com, consulté le 13 novembre 2024.
    - Laurent Lagneau, « Le contre-espionnage militaire met en garde les industriels français avant le salon Euronaval », Opex360, 3 novembre 2024.
    - « Euronaval 2024 en images : vingt ans du salon mondial du naval de défense », Sud Ouest, consulté le 13 novembre 2024.
    - « Au premier jour du salon Euronaval : des signatures et un passage éclair du ministre des Armées », Le Marin, consulté le 13 novembre 2024.
    - « Les drones en vedette au salon Euronaval 2024 », L'Opinion, consulté le 13 novembre 2024.
    - « Les drones : la nouvelle arme du combat naval », RFI, 10 novembre 2024.
    - « Exposants Euronaval 2024 », Euronaval.fr, consulté le 13 novembre 2024.





**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

